



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité
Normandie*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales
Pôle modernisation et moyens
Plateforme régionale des achats**

**Accord-cadre relatif à la maintenance des
équipements de sécurité détection/intrusion, vidéo
protection et contrôle d'accès pour les services de
l'Etat et les établissements publics de l'Etat en région
Normandie**

Appel d'offre restreint

Règlement de la consultation (RC) – phase candidature

Le présent document est commun à tous les lots

Date limite de remise des candidatures :

Le mardi 30 septembre 2025 à 15h00

Annexes au règlement de la consultation

- Annexe 1 - Attestation de respect de la confidentialité
- Annexe 2 – Cartographie des services de l'État bénéficiaires du marché interministériel.
- Annexe 3 – Fiche de présentation du candidat – phase candidature.

Table des matières

Article 1 – Pouvoir adjudicateur.....	4
Article 2 – Objet de la consultation.....	4
Article 3 – Condition de la consultation	5
3.1 – Procédure	5
3.2 – Allotissement et montant maximum	5
3.3 – Durée du marché	7
3.4 – Durée et forme du marché subséquent.....	7
3.5 – Marchés de prestations similaires	8
3.6 – Variantes	8
Article 4 – Information du candidat.....	8
4.1 – Contenu du dossier de candidature.....	8
4.2 - Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats	8
4.3 – Modalités de retrait de la consultation.....	8
4.4 – Modification des documents de la consultation.....	9
4.5 – Questions/Réponses.....	9
Article 5 – Participation candidature.....	10
5.1 – Conditions de participations	10
5.2 – Interdiction de soumissionner	10
5.3 – Présentation de la candidature	10
5.4 – Présentation de la candidature concernant les groupements d’opérateurs économique.....	11
5.5 – Précisions sur la sous-traitance	12
Article 6 - Examen des candidatures.....	13
6.1 - Nombre de candidats.....	13
6.2 - Contenu des plis	13
6.3 - Appréciations des candidatures	14
6.4 - Nombre de candidature retenues pour la seconde phase – offre.....	15
Article 7 – Modalités de transmission des plis.....	15
7.1 – Date et heure limites de réception des plis.....	15
7.2 – Conditions de transmission par voie dématérialisé	16
Article 8 - Traitement de données à caractère personnel.....	18

Article 9 – Langue et monnaie	18
Article 10 – Contentieux	18

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est le suivant :

L'État

Ministère de l'Intérieur,

Préfecture de la région Normandie

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Pôle modernisation et moyens

Plate-forme Régionale des Achats

7 place de la madeleine

CS 16036

76036 Rouen Cedex

Tél. : 02.32.76.52.09

[Mail : pfra@normandie.gouv.fr](mailto:pfra@normandie.gouv.fr)

Représenté par Monsieur le Préfet de la région Normandie.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le Préfet de la région Normandie met en place un accord cadre a marché subséquent qui a pour objet des prestations de maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité (détection-intrusion, vidéo protection et contrôle d'accès) au profit des services de l'État et des établissements publics en région Normandie.

Les lieux d'exécution sont l'ensemble des sites d'État (hors périmètre ministère des Armées) en région Normandie, c'est-à-dire les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure, de la Manche, du Calvados et de l'Orne.

Les marchés subséquents sont passés sous la forme d'accord cadre à bons de commande. Le titulaire est tenu, pour le(s) lot(s) où il a été retenu, de signer les marchés subséquents avec chacun des services bénéficiaires dès la notification de l'accord cadre, quelle que soit la date de début d'exécution.

Les prestations attendues se décomposent en trois postes énumérées ci-après :

Poste 1 - Maintenance préventive (prestation principale) : forfait annuel déclenché par l'émission de bons de commande d'une durée maximale de 12 mois ou pour une durée allant de la date d'intégration au 31 décembre de l'année en cours.

Poste 2 - Maintenance corrective (prestation principale) : intervention suite à un dysfonctionnement du matériel. Il est déclenché par l'émission d'un bon de commande.

Poste 3 – Extension d'installation existante ou installation de système de sécurité (prestation secondaire) : En ce qui concerne les travaux des équipements de sécurité de niveau 5 et jusqu'à un niveau financier d'un montant maximum de 15 000 euros HT par bon de commande, le titulaire peut être sollicité dans le cadre d'une demande de devis, mais il n'a en aucun cas l'exclusivité de ces prestations.

La maintenance corrective des équipements attendue est celle de niveau 1 à 4 (Norme AFNOR FDX 60-000), exécutée, si nécessaire, à la demande expresse des services de l'État ou sur proposition du titulaire du marché, après constatation d'un dysfonctionnement, d'une détérioration d'un équipement ou de l'installation.

L'extension d'une installation correspond à de la maintenance de niveau 5 (Norme AFNOR FDX 60-000).

Au sens de la norme NF X 60-000, les cinq niveaux d'interventions en maintenance sont définis de la manière suivante :

Niveau 1 : **Actions simples** qui peuvent être effectuées par l'utilisateur/agent, à l'aide d'instructions simples et sans outillage autre que celui intégré au bien.

Niveau 2 : **Opérations courantes** effectuées par un personnel qualifié/ agent technique avec des procédures détaillées et un outillage léger.

Niveau 3 : **Opérations de technicité générale** effectuée par un technicien qualifié, avec des procédures complexes et un outillage portatif complexe.

Niveau 4 : **Opération technique de spécialité** effectuée, par un technicien ou une équipe spécialisée, maîtrisant une technique ou technologie particulière, avec des instructions générales ou particulières de maintenance et un outillage portatif spécialisé.

Niveau 5 : **Rénovation, reconstruction**, remplacement d'une installation, d'un équipement, d'une pièce de structure ou de fonctionnement, selon un processus proche de sa fabrication ou de son assemblage initial.

Nomenclature communautaire - Code CPV Valeur principale pour l'ensemble des lots :
50610000 - Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

ARTICLE 3 – CONDITION DE LA CONSULTATION

3.1 – Procédure

L'accord cadre est un accord cadre à marchés subséquent passé selon une procédure d'appel d'offre restreint en application des articles R2161-6 à R2161-11 du code de la commande publique.

3.2 – Allotissement et montant maximum

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et est exécuté à bon de commande pour chacun des lots décrits ci-dessous.

Il est alloti en cinq (5) lots de la façon suivante :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Département
1	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Seine-Maritime (76)
2	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Eure (27)
3	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Calvados (14)
4	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Manche (50)
5	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Orne (61)

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum. En revanche, il comporte un maximum pour chacun des lots en application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Département	Montant maximum en € HT pour 4 ans	Montant estimatif de la maintenance préventive pour 1 an en € HT
1	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Seine-Maritime (76)	700 000 €	70 000 €
2	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Eure (27)	400 000 €	30 000 €
3	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Calvados (14)	500 000 €	40 000 €
4	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Manche (50)	500 000 €	40 000 €
6	Maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité	Orne (61)	400 000 €	30 000 €

Le « montant maximum » indique la dépense maximale que pourront utiliser les services bénéficiaires durant toute la durée du marché. Si le montant maximal est dépassé, le contrat du lot concerné est automatiquement terminé. Les montants maximums indiqués ne reflètent pas le volume financier des services adhérents, il s'agit de montants maximums calculés sur la base d'un estimatif fortement majoré. Ils tiennent compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution avec l'intégration de nouveaux services bénéficiaires, les révisions du prix, l'ajout de nouvelles prestations etc...

Le « montant estimatif » indique une estimation des dépenses pour la maintenance préventive des services bénéficiaires pour une année. Les dépenses pourront être inférieures ou supérieures à

l'estimation. Ce montant n'est pas contractuel et n'engage pas les services bénéficiaires à l'atteindre.

Le nombre de site prévisionnel à entretenir est de l'ordre de :

- Lot n°1 : 105 sites
- Lot n°2 : 60 sites
- Lot n°3 : 77 sites
- Lot n°4 : 75 sites
- Lot n°5 : 46 sites

Le détail des équipements sera transmis aux candidats retenus pour déposer une offre.

3.3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois. Le début d'exécution est prévu au 1^{er} Janvier 2026. Si la notification intervient après cette date, alors cette dernière sera considérée comme date de début d'exécution.

Il pourra être reconduit deux (2) fois pour des périodes maximales de douze (12) mois chacune, sans pouvoir excéder une période maximale de quarante-huit (48) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

En cas de décision de non reconduction, le pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucun dédommagement du titulaire. Le cas échéant, la décision de non reconduction fait l'objet d'une notification au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire avec un préavis de deux (2) mois.

Le pouvoir adjudicateur peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

3.4 – Durée et forme du marché subséquent

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée du présent accord-cadre. Ils prennent effet à leur date de notification et suivent les modalités de reconduction de l'accord-cadre, pour une durée allant jusqu'au terme du présent accord-cadre.

La passation des marchés subséquents sera déclenchée par le service bénéficiaire lors de la survenance du besoin. Il est précisé que les sites listés dans chaque marché subséquent pourront intégrer le marché à des dates différentes en fonction de l'expiration des contrats de maintenance respectifs en cours.

La notification et le suivi des marchés subséquents relèvent de chaque représentant du pouvoir adjudicateur du service bénéficiaire concerné. Ils mentionnent un responsable de site pour les bâtiments relevant de leurs périmètres.

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de signer l'ensemble des marchés subséquents quelle que soit la date de début d'exécution et avant le terme de l'accord cadre.

Les marchés subséquents sont à bons de commande. Ainsi, la maintenance préventive et corrective sont toutes deux déclenchées par bons de commandes.

3.5 – Marchés de prestations similaires

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires.

3.6 – Variantes

Le marché ne comporte pas de variante au sens des articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 – INFORMATION DU CANDIDAT

4.1 – Contenu du dossier de candidature

Les documents de la candidature mis à disposition sont les suivants :

- Le présent règlement de la consultation – phase candidature
- Annexe 1 - Attestation de respect de la confidentialité
- Annexe 2 - Cartographie des services de l'État bénéficiaires du marché interministériel
- Annexe 3 - Fiche de présentation du candidat – phase candidature
- Formulaires de candidature DC1 et DC2

Les pièces du dossier (CCAP, CCTP, bordereaux des prix, acte d'engagement, etc.) ne seront transmises qu'aux candidats dont la candidature aura été jugée recevable à l'issue de cette première phase de candidature.

4.2 - Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats

Toute demande de renseignement devra être effectuée à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3 – Modalités de retrait de la consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Les candidats pourront s'authentifier **sur la plate-forme P.L.A.C.E** et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique,

notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications du cahier des charges.

4.4 – Modification des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard sept (7) jours avant la date limite de remise des candidatures.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux soumissionnaires dûment identifiés lors du retrait du dossier. Il est ainsi recommandé aux opérateurs susceptibles d'être intéressés par le marché, de s'enregistrer sur la Plate-forme dématérialisée « PLACE ». Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des candidatures.

Dans l'hypothèse où la date de remise des candidatures initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des candidatures dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

4.5 – Questions/Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures leurs questions et demandes de renseignements complémentaires par courrier électronique sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Des courriels sont susceptibles d'être adressés aux candidats via la plate-forme des achats de l'Etat PLACE (en provenance de l'adresse de messagerie suivante : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) avec notamment un lien de téléchargement permettant d'accuser réception du courriel et d'accéder au contenu de ces messages.

Les candidats doivent donc :

- s'assurer que leur boîte de messagerie soit configurée pour accepter les messages provenant de l'adresse ci-dessus ;
- vérifier régulièrement que ces courriels ne figurent pas dans le dossier "indésirables" ou "spams" ;
- accuser réception de ces envois en cliquant sur le lien du téléchargement du courriel.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION CANDIDATURE

5.1 – Conditions de participations

En application de l'article R 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Conformément aux articles R 2142-19 à R 2142-27 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent se porter candidat soit individuellement, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements solidaires ou conjoints.

5.2 – Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L 2141-1 à -5 du code de la commande publique, les candidats se trouvant dans un des cas d'interdiction obligatoire de soumissionner sont directement exclus de la procédure de passation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats n'entrent pas dans les cas d'exclusions à l'appréciation de l'acheteur prévus dans les dispositions des articles L 2141-7 à -11 du code précité.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'article L 2141-12 du code précité. En cas d'interdiction de soumissionner facultative, l'opérateur économique apporte, à la demande de l'acheteur, tous les éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son professionnalisme ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.3 – Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature soit sous la forme du DUME, soit avec les formulaires DC1 et DC2.

- Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-4 du code de la commande publique. Il doit être signé par la personne habilitée à engager le candidat.

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- ❖ depuis le service exposé de PLACE,
- ❖ depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Les candidats renseignent les parties du DUME permettant de vérifier le respect des dispositions prévues à l'article relatif à l'examen des candidatures ci-dessous.

- Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- ❖ lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli et daté.
- ❖ déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli et daté.

Les formulaires DC1 et DC2 sont dans le dossier de candidature et également téléchargeables gratuitement à partir du lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.4 – Présentation de la candidature concernant les groupements d'opérateurs économique

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » de la PLACE. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre celles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

- Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

- Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur interdit le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- ❖ en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- ❖ en qualité de mandataire de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

- Tâches essentielles

Le groupement devra fournir dans son offre un document détaillant les tâches réalisées par chacun des membres du groupement et les conséquences pour l'acheteur, notamment en ce qui concerne les interlocuteurs et les circuits de gestion.

- Forme du groupement

La forme du groupement n'est pas imposée. Il pourra être solidaire ou conjoint mais avec désignation d'un mandataire solidaire.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

- Candidature sous forme de DUME électronique

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

- Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants :

- ❖ le formulaire DC1 complété par le mandataire pour les membres du groupement ;
- ❖ le formulaire DC2 rempli par chaque membre du groupement.

5.5 – Précisions sur la sous-traitance

- Présentation d'un sous-traitant

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME distinct par sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé ATTRI 2 (Déclaration de sous-traitance), dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-dattribution-des-marches>

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

L'intégralité des pièces justificatives demandées à l'attributaire pressenti seront également demandées aux sous-traitants déclarés.

- Interdictions de soumissionner en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat, ou en cas de groupement, par le mandataire du groupement.

À défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures recevables sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

6.1 - Nombre de candidats

Le nombre de candidats admis à présenter une candidature n'est pas limité.

Un candidat peut répondre à l'ensemble des lots comme à un lot unique.

6.2 - Contenu des plis

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le dossier de candidature devra suivre impérativement la décomposition suivante :

- Annexe 1 - Attestation de respect de la confidentialité relative au recensement
- Annexe 3 au règlement de la consultation - fiche de présentation du candidat accompagnée d'un dossier de références et d'une plaquette de présentation l'entreprise pour la réalisation de marchés prestations de même nature.
- Les formulaires DC1 et formulaires DC2 ou formulaire DUME dûment complétés ;
- Un document attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat, si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate.

Pour rappel : Si le candidat candidate à plusieurs lots, il doit remettre un dossier de candidature par lot.

6.3 - Appréciations des candidatures

Les candidats devront remplir et transmettre l'annexe n°3 au règlement de la consultation, permettant de juger les capacités du candidat à répondre à l'accord cadre.

Après le dépôt des candidatures, le pouvoir adjudicateur analysera les dossiers et sélectionnera les candidatures recevables. Elles seront examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché seront éliminées.

Tout candidat non admis au titre de sa candidature est informé par la personne publique de sa non-sélection. Seules les sociétés admises au titre de leur candidature peuvent participer à la phase de sélection des offres.

Niveau minimum de capacité fixé pour l'ensemble des lots géographiques :

L'acheteur fixe le niveau minimum de capacité suivant comme condition de participation :

Capacité financière :

Exigence minimale à respecter par lot concernant le chiffre d'affaires moyen sur les 3 dernières années du candidat :

- Lot n°1 – Seine Maritime : 400 000 € HT
- Lot n°2 – Eure : 150 000 € HT
- Lot n°3 – Calvados : 250 000 € HT
- Lot n°4 – Manche : 250 000 € HT
- Lot n°5 – Orne : 150 000 € HT

Attention : si un candidat répond à plusieurs lots avec un numéro de SIRET identique, alors il devra respecter l'addition des minimums d'exigences des lots auxquels il a candidaté. Par exemple, un candidat répond aux lots n°1 et n°3, il devra avoir un chiffre d'affaires moyen sur les 3 dernières années de 650 000 € (400 000 + 250 000).

Capacité technique :

Exigence minimale à respecter par lot concernant le nombre d'ETP au sein de l'entreprise ayant des qualifications dans la maintenance des équipements de sécurité détection/intrusion, vidéo protection et contrôle d'accès :

- Lot n°1 – Seine Maritime : 4 ETP
- Lot n°2 – Eure : 2 ETP

- Lot n°3 – Calvados : 3 ETP
- Lot n°4 – Manche : 3 ETP
- Lot n°5 – Orne : 2 ETP

Attention : si un candidat répond à plusieurs lots avec un numéro de SIRET identique, alors il devra respecter l'addition des minimums d'exigences des lots auxquels il a candidaté. Par exemple, un candidat répond aux lots n°1 et n°3, il devra avoir un nombre d'ETP au sein de l'entreprise ayant des qualifications requises de 7 ETP (4 +3).

Capacité professionnelle :

Exigence minimale à respecter pour l'ensemble des lots :

- En termes de certification est d'avoir APSAD R81/APSAD R82 ou équivalent et/ou QUALIFALARM/QUALIFELEC ou équivalent
- 1 référence dans le domaine de la maintenance des équipements de sécurité détection/intrusion, vidéo protection et contrôle d'accès en multi site public ou privé

6.4 - Nombre de candidature retenues pour la seconde phase – offre

Il n'y a pas de limite de candidat retenu pour chacun des lots pour la seconde phase – offre de l'appel d'offre restreint.

Si la candidature respecte les minimums d'exigences indiqués à l'article 6.3 du présent RC, alors elle sera jugée conforme. Dans le cas contraire, la candidature sera rejetée.

Les candidats recevront l'information de la conformité ou du rejet de leur candidature par une lettre.

En cas d'acceptation, ils recevront les codes d'accès afin d'accéder au dossier de l'offre.

En cas de refus, ils auront les raisons pour lesquels leur candidature a été rejetée.

ARTICLE 7 – MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 – Date et heure limites de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées dans les documents de consultation. Les plis reçus ou remis après ces date et heure ne seront pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai seront inscrits au registre des dépôts mais seront rejetés.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

7.2 – Conditions de transmission par voie dématérialisé

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, et notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des candidats ;
- foire aux questions ;
- outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;

- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent déposer une copie de sauvegarde incluant tous les éléments de la candidature. Ce dépôt est recommandé afin d'avoir une possibilité d'ouverture des candidatures.

Le candidat peut transmettre sa copie de sauvegarde par **voie postale** en lettre recommandée avec avis de réception, ou par **dépôt contre récépissé**, du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 et de 14h00 à 15h30, à l'adresse suivante :

Monsieur le Préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales (S.G.A.R.)
Plate-forme régionale des achats (P.F.R.A.) - Bureau A013 (rez-de-chaussée)
7, place de la Madeleine - CS16036
76036 ROUEN Cedex
(se présenter au préalable à l'accueil général du rez-de-chaussée)

Cette copie de sauvegarde doit être transmise sur support physique électronique ou sur support papier avant la date et l'heure limites de remise des plis.

Elle doit être placée dans un pli scellé et cacheté comportant les mentions suivantes :

« Ne pas ouvrir – copie de sauvegarde – maintenance détection intrusion - en région Normandie – Lot n°..... »

La dénomination du candidat et son adresse postale complète sont précisées sur l'enveloppe.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, à savoir :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique, la trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En revanche, conformément à l'article 3 du présent arrêté, lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 8 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public relatif à la réalisation des prestations, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE «règlement général sur la protection des données » soit R.G.P.D. et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le « responsable de traitement » au sens du R.G.P.D est l'acheteur, et le « sous-traitant » est le titulaire du marché public.

ARTICLE 9 – LANGUE ET MONNAIE

Conformément aux articles R 2143-16 et R 2151-12 du code de la commande publique, les documents et informations remis au représentant du pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

Dans le cas où le candidat ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 10 – CONTENTIEUX

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le tribunal administratif de Rouen est le seul compétent pour connaître des litiges qui surviendraient lors de la passation du présent accord-cadre :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert – 76000 Rouen
Téléphone : 02 32 08 12 70
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr